Déclaration de la CGT Éduc'action au Comité Technique Ministériel du 16 avril 2012

Ce comité technique est le dernier avant le premier tour de l'élection présidentielle.
Ce rendez-vous majeur pour la vie démocratique de notre pays sera peut-être porteur de changements par rapport à la politique menée durant les 5 dernières années. Nous considérons que la gravité de la situation sociale, l'état des services publics et plus particulièrement celui de notre système éducatif impliquent d'autres choix budgétaires.

La CGT se prononce clairement pour une rupture avec la politique menée durant ce quinquennat.
Nous sommes convaincus que la reconduction de cette majorité ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de reculs sociaux et d'austérité pour nos collègues et pour toute la population.
La CGT Educ'action souhaite que le pouvoir qui sortira des urnes au début de l'été, puisse rapidement prendre des mesures pour inverser la politique actuelle et rétablir un dialogue social constructif au sein de ce ministère.

En matière de dialogue social, nous considérons qu'il faudra donner plus de droits d'intervention aux salariés et aux représentants qu'ils ont élus lors des récentes élections professionnelles. Pour nous, les conditions d'exercice du dialogue social doivent évoluer.
Contrairement à l'esprit des accords de Bercy qui souhaitaient rénover et améliorer le dialogue social, le bilan que nous tirons de la dernière période est consternant.
L'exemple du fonctionnement même du comité technique ministériel est éloquent, rappelons par exemple, les discussions sur le règlement intérieur du CTM qui n'a été voté par aucune organisation syndicale et le refus de l'administration de prendre en compte des amendements votés très majoritairement.

Les espaces de concertation sur des sujets importants n'existent plus.
La précipitation pour faire passer des textes qui n'ont aucun caractère urgent, se multiplie à la veille des échéances électorales.
Pour nous, il s'agit d'essayer de faire passer en force un certain nombre de dossiers.
Nous ne pouvons accepter que des décisions sur des sujets importants pour notre système éducatif puissent être imposées sans prendre le temps de la réflexion, de l'analyse et du dialogue social.

La CGT Éduc'action ne souhaite pas, pour autant, sur la plupart des dossiers maintenir une quelconque forme de statu quo.
À tous les niveaux, la démocratie sociale doit être une priorité.

Dans la situation économique et sociale que nous traversons, des mesures urgentes seront nécessaires en matière d'emploi, de pouvoir d'achat notamment.
La CGT Educ'action demande la restitution des 80 000 emplois supprimés durant ce quinquennat et la mise en place d'un collectif budgétaire incluant la garantie d'emploi pour tous nos collègues précaires.
Les services publics, dans ce contexte de crise, sont un atout majeur pour préparer l'avenir et répondre aux besoins de la population.
Plus que jamais, nos services publics auront besoin d'un syndicalisme fort et offensif pour y parvenir.